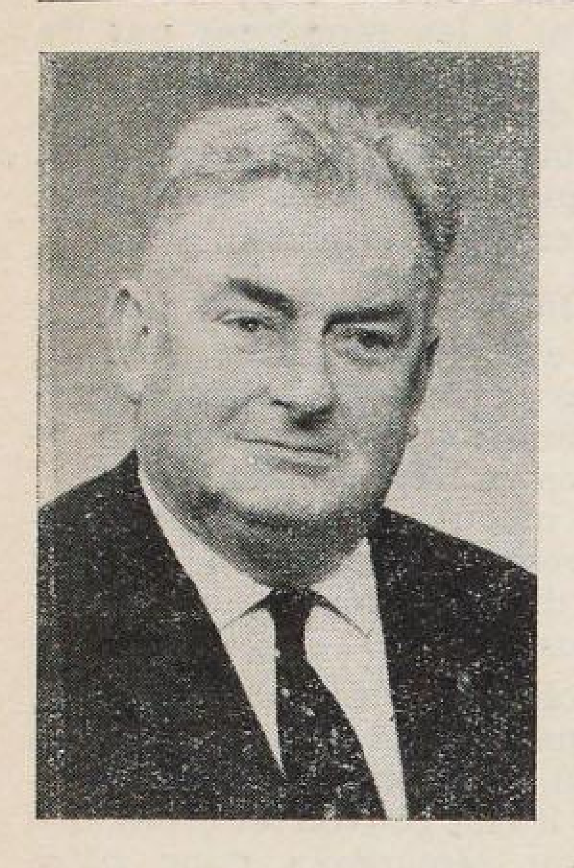


Election à l'Assemblée Nationale

SCRUTIN DU 5 MARS 1967

3me Circonscription

RAYMOND DRONNE

Candidat Républicain de Progrès

Soutenu par le Centre Démocrate

Electrices, Electeurs,

Il est facile de faire des promesses mirobolantes à chaque catégorie de citoyens. Les tenir est une autre affaire.

En ce qui me concerne, je ne puis vous faire qu'une seule promesse, que je respecterai : celle de travailler honnêtement, sérieusement, consciencieusement, à la fois sur le plan des intérêts généraux du Pays et sur le plan des intérêts de la Circonscription.

Sur le plan des intérêts généraux du pays

Les affaires françaises sont actuellement dirigées par le général de Gaulle, qui concentre entre ses mains à peu près tous les pouvoirs. Quels que soient les services qu'il ait rendus au Pays, quel que soit le caractère exceptionnel de sa personnalité, il est dangereux de bâtir l'avenir de la France sur un seul homme, qui, de surcroît, est très âgé.

Le problème de la succession va se poser dans un avenir proche.

La majorité actuelle n'existe que par et à travers de Gaulle. Elle ne lui survivra pas. A l'exception du Parti Communiste, qui a son organisation structurée, et du Centre Démocrate, qui fait effort pour sortir de l'ornière, les partis d'opposition ne représentent plus grand-chose; ils font figure d'épouvantails.

Dans ces conditions, le devoir des hommes raisonnables est clair : il consiste à préparer une force politique neuve, capable d'assumer la succession du général de Gaulle, sans heurts, dans le calme. Cette force sera constituée par des femmes et des hommes qui sont maintenant dans la majorité, par d'autres qui sont dans les oppositions et surtout par la marée montante de jeunes. Cette force de succession se prépare dans de multiples organisations, en particulier dans ce qu'on appelle les clubs.

Il ne s'agit pas de tout bouleverser; il s'agit de corriger certains excès, certaines outrances.

LES INSTITUTIONS

L'élection du Président de la République au suffrage universel est un phénomène irréversible. Il convient d'en tirer les conséquences. La République de demain sera présidentielle, mais avec des pouvoirs séparés et équilibrés, garantissant la stabilité et l'autorité de l'Exécutif et les droits du Parlement. La séparation des Pouvoirs est la condition d'une véritable Démocratie et la garantie des libertés.

LA POLITIQUE ETRANGERE

L'Alliance Atlantique ne répond plus aux conditions présentes ; elle doit être révisée et actualisée ; mais elle doit être maintenue. Le rapprochement avec les Pays de l'Est est souhaitable ; mais il ne doit pas aller jusqu'au renversement des alliances. La constitution de l'Europe économique et politique est une nécessité ; l'Europe est condamnée à s'unir ou à périr.

La Paix ne peut être assurée que par l'équilibre des forces et l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest en attendant un désarmement général, simultané et contrôlé. La peur commune de la Chine est en train de rapprocher Américains et Russes.

LA POLITIQUE FINANCIERE ET ECONOMIQUE

Elle est le point faible de l'actuel Pouvoir. Celui-ci a de grandes ambitions ; elles dépassent, hélas, nos possibilités. La force de frappe par exemple est à la mesure de l'Europe unie mais pas à celle de la France seule. Dans notre budget, il y a trop de dépenses somptuaires et de dépenses improductives. Par contre, les crédits d'équipement, qui conditionnent le développement du Pays, sont chichement mesurés, qu'il s'agisse de l'Education Nationale et de la formation professionnelle, de l'équipement hospitalier, de l'équipement routier, etc. Le

Sciences Po / fonds CEVIPOF

bon sens commande de réduire au maximum les dépenses improductives et d'augmenter les dépenses productives.

Sur le plan de l'activité économique, les entreprises françaises se trouvent pour la plupart dans l'impossibilité de procéder aux investissements indispensables pour se développer. Elles prennent du retard par rapport aux entreprises des autres Pays du Marché Commun.

La tendance du Pouvoir est de favoriser les très grandes affaires et les immenses concentrations et de désavantager les petites et moyennes entreprises. Le nouveau régime de la T.V.A. applicable à partir du 1er janvier 1968 va mettre en difficultés le petit commerce et l'artisanat. Dans certains secteurs, la concentration est la conséquence inéluctable du progrès des sciences et des techniques. Mais, dans beaucoup d'autres, la petite et moyenne entreprises peuvent subsister et se développer. Il suffit de ne pas vouloir leur disparition.

Le monde rural est sacrifié. On pousse les travailleurs des champs à s'en aller sans préparation suffisante dans les grands centres urbains, où ils sont dépaysés. Au rythme actuel, les campagnes seront bientôt à peu près vides et les villes surpeuplées. Alors que le bon sens commande de décentraliser, d'animer les zones rurales, de réaliser un équilibre équitable entre la ville et la campagne.

De magnifiques promesses ont été faites aux paysans. Elles n'ont pas été tenues. Les agriculteurs attendent toujours la parité et les conditions de vie égales à celles des citadins. A l'encontre de ce que font les autres pays à la pointe du progrès agricole, la politique actuelle tend à supprimer les exploitations familiales et à les remplacer par de grandes entreprises à caractère industriel. Les exploitations familiales doivent être sauvegardées, parce qu'elles sont un facteur d'équilibre social et qu'elles sont économiquement viables si on veut bien prendre les mesures qui conviennent.

DANS LE DOMAINE SOCIAL

La priorité doit être donnée à l'amélioration du sort des personnes âgées, dont la gêne est la honte de la Nation. En supprimant quelques milliards de dépenses somptuaires, on pourrait résoudre ce problème; on pourrait en même temps donner satisfaction aux légitimes revendications des Anciens Combattants, dont les droits matériels et moraux sont actuellement méconnus.

Il faut en outre une politique sociale du logement, une répartition plus équitable de la production, la recherche de tout ce qui peut contribuer à l'amélioration du climat social. Il faut prévoir et créer des emplois convenablement rémunérés pour notre nombreuse jeunesse.

***

Il faut regarder au-delà de l'immédiat. Les progrès prodigieux de la connaissance, des sciences et des techniques vont apporter dans les 25 prochaines années plus de changements que l'Humanité n'en a connu au cours des 2 000 ans qui viennent de s'écouler. Dans ce grand boulversement qui s'annonce, il va s'agir par priorité de sauvegarder la liberté et la dignité de **l'Homme**, d'empêcher sa robotisation.

Sur le plan de la circonscription

Dans les conditions actuelles, la représentation et la défense des intérêts de la Circonscription ont une grande importance,

Nous sommes dans une région à prédominance rurale, c'est-à-dire menacée. Le député de la circonscription aura le devoir de la défendre à Paris, auprès de l'Etat, d'arracher les mesures et les crédits pour la sauvegarder et la développer.

Si je suis élu, je me tiendrai en liaison avec les administrateurs locaux et les représentants de toutes les activités, sans aucune discrimination, pour être leur avocat et leur conseiller, pour les aider dans toute la mesure du possible.

Demain comme hier, ma porte sera ouverte à tous.

Demain comme hier, je défendrai à fond les causes justes, je m'occuperai des affaires valables qui me seront soumises.

Je suis de chez vous, j'y ai mon domicile, j'y administre une Commune, je représente un Canton de la Circonscription au Conseil Général. Je connais vos problèmes. Sans me vanter, je possède une solide connaissance et une longue expérience de l'administration.

J'ai toujours agi honnêtement et loyalement. Je n'ai jamais accepté de me renier, même quand j'aurais eu intérêt à le faire.

Vive la 3me Circonscription ! Vive la République ! Vive la France !

Raymond DRONNE
Docteur en Droit
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Maire d'ECOMMOY, Conseiller Général
Président de l'Association « Pour une Démocratie Moderne »
Président du Syndicat National des Bouilleurs de Cru
Producteurs de Fruits et Professions Connexes
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Croix de Guerre - Médaillé de la Résistance
Ancien Combattant et Mutilé de Guerre
Administrateur des Affaires d'Outre-Mer en retraite
Né, le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe)
CANDIDAT REPUBLICAIN DE PROGRES
soutenu par le Centre Démocrate

Pierre CARTON
Diplômé de l'Ecole Dentaire de Paris
et de la Faculté de Médecine de Paris
Chirurgien-Dentiste
à Bazouges-sur-le-Loir et à La Flèche
Conseiller Municipal de Bazouges-sur-le-Loir
REMPLAÇANT EVENTUEL

Imp. Perrin - Château-du-Loir

Sciences Po / fonds CEVIPOF